

Communiqué de presse

Un an après la COP21, l'Alliance nationale de coordination de la recherche pour l'énergie pleinement mobilisée sur la transition énergétique

Paris, le 28 novembre 2016 - À l'occasion de l'Assemblée générale de l'Alliance nationale de coordination de la recherche pour l'énergie (Ancre) du 25 novembre 2016, Didier Houssin, président, a présenté les principaux travaux réalisés par l'Alliance sur la période 2015-2016, marquée par une actualité énergétique particulièrement riche : COP21 et lancement de la mission Innovation, promulgation de la Loi sur la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), élaboration de la Stratégie nationale de la recherche énergétique (SNRE), etc.

Soulignant le point fort de l'Ancre dans la conduite d'exercices de prospective technico-économiques dans le domaine de l'énergie, Didier Houssin a rappelé les scénarios de déploiement international des technologies bas-carbone (<u>scénarios Decarbonization Wedges</u>), élaborés et présentés dans le cadre de la COP21, et ceux conduits depuis 2013 pour la France à l'horizon 2050.

Après avoir rappelé les nombreuses contributions de l'Ancre à l'élaboration des politiques publiques tant au niveau national (forte implication dans l'élaboration de la SNRE, contribution active à la programmation de l'Agence nationale de la recherche, etc.) — qu'au niveau européen (programme H2020, infrastructures de recherche, lien avec l'Alliance européenne de la recherche énergétique, etc.), Didier Houssin a précisé la feuille de route de l'Ancre pour les prochains mois en mettant plus particulièrement l'accent sur deux dynamiques :

- Mobiliser, structurer et fédérer les communautés œuvrant dans le domaine de l'énergie. À ce titre, il a rappelé la réflexion en cours au sein de l'Alliance pour promouvoir une communauté des sciences de base pour l'énergie pour préparer avec une visée recherche à 10-15 ans et faire émerger les ruptures scientifiques et technologiques requises par la transition énergétique. Compte tenu des implications sociétales du sujet de l'énergie et des interactions grandissantes entre les transitions énergétique, environnementale et numérique, un renforcement des travaux avec les autres alliances de recherche (Athéna, Allistène, AllEnvi) sera recherché. Les relations avec l'industrie seront développées en visant des synergies accrues entre recherche publique et privée. L'objectif est de consolider la compétitivité des filières énergétiques existantes et d'accélérer le déploiement des nouvelles filières industrielles de l'économie verte, créatrices de richesse et d'emplois.
- Porter la parole nationale de la recherche et de l'innovation dans le domaine de l'énergie, via une politique volontariste de diffusion des connaissances produites par une Alliance constituée de 19 institutions qui sont les meilleurs spécialistes dans ce domaine. Dans ce cadre, remerciant les 200 scientifiques de haut niveau rassemblés au sein des dix groupes

programmatiques de l'Ancre, Didier Houssin a tenu à souligner la montée en puissance réussie du <u>Consortium de valorisation thématique de l'Ancre</u>, dont le financement vient d'être reconduit pour trois ans par le Commissariat général à l'investissement, sanctionnant

positivement les nombreux résultats obtenus depuis sa création en 2013.

Avec la présence de plusieurs personnalités éminentes des pouvoirs publics, de la recherche et de l'industrie, le colloque qui a suivi cette présentation a permis de montrer la mobilisation de l'Ancre sur la transition énergétique, et de préciser d'une part les enjeux scientifiques, techniques et sociétaux, de formation et financiers que doit appréhender la SNRE, et d'autre part, le déploiement des technologies bas-carbone nécessaires pour atteindre les objectifs de la LTECV. Le colloque a, en particulier, été l'occasion de présenter le nouveau scénario énergétique élaboré pour la France à l'horizon 2050, construit sur les actions et objectifs chiffrés de la LTECV et de la Programmation pluriannuelle pour l'énergie (PPE). Ce travail de scénarisation, qui met en œuvre un ensemble de solutions technologiques détaillées proposées par les chercheurs et experts de l'Alliance, montre

qu'un potentiel réel de décarbonation à l'horizon 2050 existe dès lors que l'on favorise :

- un développement fortement accéléré des technologies, ainsi que leur rapide et large

diffusion;

des changements organisationnels à différentes échelles (réglementations, usages, modèles

économiques).

Dans les deux cas, l'apport de la recherche est central que ce soit, pour développer de nouvelles technologies bas carbone, accroître le ratio performance/coûts des solutions existantes et permettre leur diffusion plus rapide sur le marché, ou encore pour mieux comprendre les comportements et les

organisations.

Pour construire ce scénario, l'Alliance a dû faire appel également à des solutions de rupture identifiées dans le précédent exercice de scénarisation mené en 2013, comme les solutions permettant un stockage massif de l'énergie, et les technologies de captage/stockage ou de recyclage

du CO₂.

Dans le cadre de cette étude, l'Alliance a construit un outil intégré de simulation du système énergétique. Cet outil, OPERA, permet aux membres de l'Alliance de disposer d'une vision quantifiée

des potentiels des technologies qu'ils développent.

À travers les conclusions de ce travail de scénarisation, l'Alliance réaffirme que des innovations de rupture sont nécessaires pour faciliter l'atteinte des cibles 2050 et préparer l'après 2050, c'est-à-dire

la réduction à zéro des émissions d'origine fossile avant la fin du siècle.

Contacts presse

IFPEN: Anne-Laure de Marignan – presse@ifpen.fr

CEA: Nicolas Tilly - nicolas.tilly@cea.fr